

Où veut aller le mouvement kanak ?

Le boycott des dernières élections par le FINKS a marqué une avancée de la lutte en Kanaky. Mais sitôt Mitterrand élu, l'attentisme a pris le dessus. Les incertitudes, les ambiguïtés qui apparaissent dans les actions du FLNKS traduisent le flou de ses positions de fond et de sa stratégie.

Massacre d'Ouvéa : dans la tradition du colonialisme

Sans doute Chirac a-t-il précipité l'assaut dans l'espoir d'en tirer un bénéfice électoral. Mais le sens de ce massacre ne se ramène pas à une opération tactique. Les Kanaks sont bien placés -si l'on peut dire- pour en témoigner : l'histoire de la présence française est aussi celle de massacres successifs. Et d'autres peuples en ont fait l'expérience : le colonialisme, qui allie mépris des « indigènes » et intérêts économiques, tue les uns quand ils se révoltent pour préserver les autres.

Les règlements de compte entre gouvernements successifs permettront peut- être d'en savoir plus sur les « bavures » commises à la suite de l'attaque. Ce n'est pas à négliger : la mise en cause de certaines méthodes, de même que les baffes que prend la justice coloniale en Kanaky (dessaisissement, annulation de procédure) divisent le camp colonialiste. Mais il reste 16 morts, rien qu'à Ouvéa, tués dans un combat décidé par les plus hautes autorités politiques, de gauche et de droite ; pour eux, l'honneur de l'armée française, selon Chevènement, n'est pas en cause : elle a rempli sa mission, elle reçoit des compliments.

Pourtant, on a encore eu droit au petit jeu de Mitterrand le modéré face à Chirac-Pons les intractables.

Mitterrand qui a donné son accord à l'assaut, mais, nous dit-on, « en fonction d'indications selon lesquelles il devait aboutir à un minimum de victimes » (Bérégovoy) ! et tout en préférant le dialogue !!

Le GIGN + des troupes spécialisées dans la réduction de foyers de résistance (le « 11^{ème} choc », c'est dire !) + des unités d'appuis aux services spéciaux, pouvaient-ils préserver les vies des militants kanaks ? Faire semblant de le croire est une tromperie.

Mitterrand a-t-il oublié la mort d'Eloi Machoro ? Et qu'il déclarait « la meilleure négociation, c'est la guerre » à propos de la lutte du peuple algérien ? Non. Il est toujours un défenseur de l'impérialisme français et celui-ci ne va pas sans massacres.

Chirac-Pons ont retrouvé les accents purs du colonialisme : « bande de sauvages », « poignée de terroristes manipulés de l'extérieur », « fanatiques », et ils ont mis en œuvre la solution préconisée par Le Pen : « la soumission ou l'extermination ». Et Pons s'est permis d'ajouter : « Je n'ai aucun regret pour les 19 morts kanaks ».

Mitterrand, c'est le double langage, avec le même résultat. Dans son débat avec Chirac : « La prise d'otages est insupportable », « ce qui compte tout de suite, c'est de les délivrer, ce qui compte toujours, c'est le dialogue ». Le dialogue avec les morts. Et dans son discours à Lille : « disparition de toutes les milices armées, sans choisir entre elles. La République doit arbitrer ». Mais l'arbitre n'est pas impartial : score, 19 à 2. Puis, pour en finir, l'autorisation de l'assaut, mais sans trop de victimes.

Tout ça est clair. Mais non, le mouvement kanak, du moins à travers ses principaux porte-paroles paraît subir les illusions que veut créer ce double langage.

Ouf, c'est Mitterrand !

Déjà, au cours de l'opération, Pisani était souhaité comme médiateur. Et après les élections, Tjibaou a exprimé un « ouf » de soulagement. Pour lui, « c'est la victoire de la France du cœur et de l'esprit sur une

France recroquevillée sur elle-même, sur l'exclusion, l'intolérance, l'argent et les passe-droits ». Même si cela ne représente peut-être pas l'opinion de tout le mouvement, Tjibaou reste le principal dirigeant. Le Bureau Politique du FLNKS a estimé qu'il jugerait le nouveau président à ses actes. C'est plus prudent, mais qu'est-ce qui justifie cet espoir, cette expectative ?

Tout mouvement de libération est amené à négocier avec la puissance coloniale. Et parmi les représentants de celle-ci, certains sont davantage prêts à accepter des contacts. Mais cette négociation ne doit pas se faire dans le flou quant à la nature de l'interlocuteur. S'agit-il d'attendre de tel ou tel, qui a moins l'injure et la menace à la bouche, qu'il apporte des solutions ? Ou d'imposer celles du mouvement ?

Pendant la campagne, le même Tjibaou avançait : « D'ici au 8 mai, ou après si Mitterrand ne nous aide pas, la mobilisation va continuer ». Et de déplorer la mort des gendarmes « qui n'ont rien à voir dans le contentieux kanaks-caldoches ». L'armée française serait neutre en Kanaky ? Et la mobilisation dépendrait de l'attitude de Mitterrand ?

C'est faux de toute façon. Et en plus, qu'a dit le candidat avant même l'épisode d'Ouvéa ? Dans sa Lettre à tous les Français : « Je ne crois pas que l'antériorité historique des Canaques sur cette terre suffise à fonder le droit. Histoire contre Histoire : les Calédoniens d'origine européenne ont aussi, par leur labeur, modelé ce sol, se sont nourris de sa substance, y ont enfoncé leurs racines ».

Combien de fois a-t-on entendu vanter les mérites des colons qui apportent les routes, les hôpitaux, l'éducation, la civilisation... Le « labeur » des colons qui exploitent et oppriment n'est pas sur le même plan que celui des peuples dominés. L'antériorité historique ne suffit pas à fonder le droit, c'est vrai : les travailleurs immigrés non européens doivent avoir, sans ambiguïté, le droit de rester et de participer à l'égalité à l'édification d'une société indépendante. Mais c'est bien le **travail** qui fait la différence, celui qui rapproche les exploités et les oppose aux colons.

Et la Lettre, après l'éloge du colonialisme, menace : « L'indépendance, dans cet état de rupture entre deux populations d'importance comparable, signifie guerre civile, la seule guerre inépiable, et donc l'écrasement d'un des deux camps. On devine lequel. Le droit bafoué des Canaques ne sera restauré que par la paix intérieure et le garant de cette paix et de ces droits ne peut être que la République Française. Il n'est pas d'autre arbitre ».

Le choix pour les Kanaks : le massacre dans l'indépendance ou la protection dans la dépendance. La soumission ou l'extermination encore. On a entendu ça quelque part.

C'est non à l'indépendance. Quels actes faut-il encore attendre de Mitterrand pour le juger ?

Indécision sur la lutte armée

La présence de 6 000 militaires français, plus des milices tolérées, pour une population de 150 000 habitants, doit 75 000 Kanaks, montre la détermination de la bourgeoisie. De la décision de Messmer de peupler la Kanaky de Français au massacre d'Ouvéa, cette détermination ne s'est pas démentie.

La situation pour les Kanaks est difficile : rapport numérique équilibré, difficulté des liaisons avec l'extérieur dans une île. Aussi ne va-t-on pas proclamer : il faut lancer la lutte armée, dans le style « battez-vous jusqu'au dernier ».

Mais là aussi, on ne sait quelles sont l'analyse et la doctrine du mouvement. Il y a peu de temps, c'était encore la non-violence, les contacts au Larzac, l'illusion de pouvoir gagner en affirmant son bon droit. Le problème, c'est qu'entre l'enjeu que représente l'extension d'un camp militaire et celui de l'indépendance de la Kanaky, il n'y a pas de similitude.

Et puis on a vu des militants masqués et armés prenant l'initiative contre l'armée coloniale, l'un des auteurs de l'embuscade de Hienghène et acquitté par la justice coloniale, retrouvé mort, une vingtaine de

gendarmes faits prisonniers. Cela a suscité l'espoir et mène une certaine jubilation lorsque quelques terroristes du GIGN se sont fait embarquer à leur tour.

Le nouvelle de l'échec, les sourires de Pons, nous ont douchés. Mais l'essentiel, c'est les leçons qui seront tirées.

Par rapport à l'action armée d'abord. Encore une fois, on n'est pas dans les conditions du pays, et encore moins expérimentés que les militants kanaks. Mais tant la liberté de manœuvre laissée au capitaine du GIGN, Legorjus (cf encart), que le caractère dispersé des actions menées tribu par tribu, méritent réflexion. Entre certaines mobilisations visant seulement à empêcher les élections (barrages), les tirs, l'action d'Ouvéa, y a-t-il une stratégie du mouvement kanak ? L'action décentralisée, l'initiative locale suffisent-elles face à l'appareil militaire colonial ?

Ce qui est important, c'est le bilan politique, l'avancée que cette action aura permise. Les difficultés sont énormes. Mais pour les surmonter, trouver des solutions, encore faut-il être clair sur les voies et les moyens de la lutte pour l'indépendance.

La méthode Legorjus

15 jours avant d'être à Ouvéa, le capitaine Legorjus était à la prison d'Ensisheim, où les détenus s'étaient soulevés. Il expliquait que son premier objectif en arrivant, était toujours de prendre contact avec les meneurs. Et ensuite de manœuvrer pour parvenir à ses fins. Les contacts, les échanges sont pour lui l'occasion d'observations tant militaires que psychologiques, de réunir des informations sur le moral, l'armement, l'organisation de ses adversaires

Quelle indépendance pour quelle société ?

L'indépendance et le « socialisme kanak » pour lesquels le FLNKS lutte, contiennent des contradictions, des ambiguïtés qui expliquent les incertitudes évoquées ci-dessus.

(On se contente ici de résumer un article paru sur ce sujet dans Partisan N°22).

Le FLNKS avait accepté le plan Pisani, prévoyant l'organisation de régions relativement autonomes. Dans ce cadre, là où il était majoritaire, le mouvement kanak a pu développer et gérer des projets économiques, conserver l'organisation des tribus. Cela allait dans l'sens du « socialisme kanak », inspiré des structures et des valeurs coutumières : société sans classe, fondée sur la répartition de la terre entre communautés, tradition de débat et de consensus, répartition du travail et de la production dans le cadre des tribus, en fonction des capacités et des besoins de chacun.

C'était la voie d'un développement séparé de la société kanak, coexistant avec un secteur abandonné aux colons (Nouméa pour l'essentiel).

Le retour de Chirac a barré cette voie. Le statut Pons a supprimé les régions et visait à faire disparaître l'organisation de la société kanak (suppression du statut de droit particulier).

Pour éviter de subir les conséquences de l'alternance en métropole, l'indépendance est indispensable. Ce qui pose des problèmes nouveaux : il ne suffit pas de définir une société pour les Kanaks, mais une société comportant différentes communautés (notamment wallisiens), une plus grande division du travail, donc des activités diversifiées (agricoles, artisanales, mais aussi minières, industrielles) et des classes différentes (ouvriers, commerçants, fonctionnaires...). Cela, le mouvement kanak ne l'a pas défini. Il continue à revendiquer l'indépendance au nom de SES droits historiques, à poursuivre l'objectif d'un « socialisme kanak » cohabitant avec une société non kanake, dont on ne sait ce qu'elle serait, et conservant des liens durables avec la puissance ex-coloniale (voir encadré à la fin).

De ces contradictions résultent les ambiguïtés sur les stratégies politiques et militaires à suivre, l'isolement par rapport aux autres travailleurs, l'espoir d'un statut octroyé par un président démocrate.

Notre soutien

Ces questions, nous devons les poser. Notre soutien est celui de communistes qui s'appuient sur l'ensemble de l'expérience des mouvements de libération nationale et des révolutions. La voie de

l'indépendance en Kanaky aura sa spécificité, comme dans tout pays. Mais le mouvement kanak doit répondre à certaines questions, même si c'est pour se démarquer. Par exemple, sur la lutte armée, on peut argumenter sur la Chine ou du Vietnam. Par contre, d'autres luttes existent dans des zones à faible densité, et même dans des îles (Timor). Et surtout, il est clair que la puissance coloniale ne fait jamais cadeau de la liberté et du pouvoir à un peuple opprimé.

Ces clarifications sont nécessaires également pour construire un solide soutien de masse. Ce soutien dans les métropoles impérialistes est important, encore plus, vu le rapport des forces, dans le cas de la lutte du peuple kanak.

C'est notre responsabilité de montrer la nature de la « présence française », la continuité de la politique colonialiste à travers les gouvernements de droite, de gauche ou du centre.

Dix mille personnes à Paris, des manifs dans de nombreuses villes crient « Chirac assassin-Mitterrand complice », c'est important.

Au moment où l'on parle beaucoup de Mai 68, il faut se souvenir, comme nous le soulignions dans le N°30 de Partisan (Mai 68, l'étincelle étudiante) le rôle de politisation que peut avoir le soutien aux luttes de libération. Des militants ont progressé, se sont formés dans la compréhension de la nature de l'impérialisme, de la lutte d'un peuple. Le soutien s'est progressivement renforcé, favorisant la lutte des peuples dominés mais aussi le renforcement de la lutte en France.

P. Silvani

(Extrait de Partisan N°22)

Mais on peut dire qu'ils n'ont pas réussi à faire le pont entre le « socialisme » de communautés agricoles et la société actuelle en Kanaky, même débarrassée des colons. Et s'ils ne répondent pas à ce problème, ils réussiront assez rapidement ce que le colonialisme n'a pas fait en 134 ans : développer la différenciation sociale, notamment une bourgeoisie kanake, et le capitalisme s'imposera « spontanément ».

Aussi, un pilier essentiel de ce pont entre société kanak, socialisme kanak et avenir de la Kanaky, ce sont les ouvriers, kanaks et non-kanaks. S'il y a 4 000 salariés kanaks environ, il y a à peu près autant de travailleurs immigrés non européens. L'Union des syndicats de Travailleurs Kanaks et Exploités (membres du FLNKS) a commencé un travail d'organisation sur des bases de classe.

C'est d'abord un élément déterminant pour affaiblir, déstabiliser la société coloniale ; le rapport des forces ne peut s'appuyer seulement de l'extérieur, sur les tribus. Et ensuite c'est aussi un élément essentiel pour construire une société qui, quels que soient le temps et les précautions nécessaires, approfondira son indépendance et ira vers le socialisme.

Leur place n'est pas définie pour l'instant dans le « socialisme kanak ». Une des traditions les plus fortes de la société kanake, c'est que la terre appartient au premier occupant, qui « accueille » ensuite les nouveaux arrivants. C'est encore ce qui structure le territoire et les rapports entre les clans, c'est un point central des revendications. Face à l'occupation coloniale, c'est un appui important pour la mobilisation. Ça ne l'est pas pour construire le socialisme. La place des travailleurs, kanaks et non-kanaks, se fonde sur leur antagonisme au colonialisme et au capitalisme, pas sur le rapport à la terre.